Semaine du 29 avril 2019

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE (ici)

Conjoncture : les indices PMI officiels et Caixin Markit convergent dans le sens d'un léger ralentissement du secteur manufacturier en avril

BANQUE ET FINANCE (ici)

Banques : le régulateur bancaire renforce les contraintes concernant la catégorisation des risques des actifs bancaires

Ouverture financière: la CBIRC envisage 12 nouvelles mesures d'ouverture pour le secteur des banques et des assurances

Marché boursier : la performance financière générale des sociétés cotées sur le continent chinois en 2018

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE (ici)

Guerre commerciale: 10ème session de négociations sino-américaines à Pékin Relations Chine-Canada: blocage de deux exportateurs de porc canadien **ALE :** conclusion des négociations de modernisation de l'ALE Chine-Pakistan

ALE: 5ème cycle de négociations Chine-Panama à Pékin

CLIMAT DES AFFAIRES (ici)

Propriété intellectuelle : amendements à la loi contre la concurrence déloyale pour mieux protéger les secrets commerciaux

INDUSTRIE ET NUMERIQUE (ici)

Microélectronique: Super Micro demande à ses fournisseurs de ne plus produire en Chine E-commerce: Taobao (Alibaba), DH Gate et Pinduoduo sur la liste noire du représentant spécial au commerce extérieur américain (USTR)

Politiques publiques (VEN): le MIIT travaille à un plan de développement à long terme pour l'industrie des véhicules à énergies nouvelles

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS (ici)

Développement durable : ouverture de l'Exposition horticole internationale 2019 de Pékin le 28 avril

Développement durable : plan interministériel pour la réduction drastique des émissions polluantes de l'industrie sidérurgique

Energie: la part des énergies non fossiles dans la production d'électricité a augmenté de 1,5% en glissement annuel au premier trimestre 2019

HONG KONG ET MACAO (ici)

Economie: la croissance hongkongaise accuse un ralentissement marqué, avec une croissance du PIB de +0,5% au T1-2019 (en g.a), après +1,2% au T4 2018, soit la croissance trimestrielle la plus faible en 10 ans

Aviation : Air Macau élargit sa flotte avec l'arrivée de son 21ème avion, un Airbus A320neo

TAIWAN (ici)

Croissance: faible progression du PIB taiwanais, d'après les estimations préliminaires







CONJONCTURE

Conjoncture : les indices PMI officiels et Caixin Markit convergent dans le sens d'un léger ralentissement du secteur manufacturier en avril

Pour le secteur manufacturier, les deux indices des directeurs d'achats (PMI) s'accordent sur un ralentissement de l'activité à respectivement 50,1 et 50,2 en avril, contre 50,5 et 50,8 en mars.

Si tous les sous-indices officiels, excepté les délais de livraison des fournisseurs, signalent un ralentissement, ce recul s'explique principalement par le net fléchissement de la croissance du sous-indice de la production (à 52,7 en avril, contre 52,1 en mars) et par la vive contraction du sous-indice des stocks des matières premières (à 47,2 contre 48,4 en mars). Le sous-indice de l'emploi recule également, passant de 47,6 à 47,2. Il convient de souligner que le sous-indice des nouvelles commandes à l'exportation s'améliore, passant à 49,2 contre 47,1 en mars.

Par ailleurs, le PMI officiel non manufacturier diminue également à 54,3 en avril contre 54,8 en mars, principalement en raison de la baisse du sous-indice de la construction, qui tombe à 60,1 contre 61,7 en mars.

Retour au sommaire (<u>ici</u>)







BANQUE ET FINANCE

Banques : le régulateur bancaire renforce les contraintes concernant la catégorisation des risques des actifs bancaires

Le 30 avril, le régulateur des banques et des assurances (CBIRC) a publié de nouveaux projets de réglementations (*draft rules*), « Commercial Bank Financial Asset Risk Categorisation Provisional Measures », régissant la manière dont les banques doivent classifier leurs actifs, dans un contexte d'assainissement du secteur financier.

Dans le détail, le régulateur étend le champ des actifs financiers des banques soumis au système de classification des risques (composé de cinq catégories), qui ne comprend actuellement que les prêts, pour inclure notamment les obligations, les actifs interbancaires et les créances (receivables). Tous les actifs financiers dont le retard de paiement est supérieur à 90 jours doivent être considérés comme « improductifs » (non performing).

Dans le communiqué, le régulateur a indiqué que « depuis plusieurs années, la structure des actifs des banques commerciales a grandement changé, avec une baisse de la proportion de prêts dans la part des actifs financiers, et une hausse nette de la proportion des *non loan assets* ». Selon le journal Caixin, les banques auraient transformé leurs prêts non performants (NPLs) en « *non loan assets* » pour contourner les nouvelles exigences réglementaires concernant les NPLs et dissimuler leur véritable ratio de créances douteuses.

Ces nouvelles mesures de resserrement vont également accentuer la pression sur les banques chinoises qui devront mettre davantage de capital de côté. Pour mémoire, le ratio minimum de couverture des créances douteuses (NPL) est de 120% en Chine (contre 46% pour les banques européennes).

Ouverture financière : la CBIRC envisage 12 nouvelles mesures d'ouverture pour le secteur des banques et des assurances

A l'occasion d'une conférence de presse de la CBIRC le 1^e mai, GUO Shuqing, le président de la CBIRC, a annoncé 12 nouvelles mesures d'ouverture pour le secteur des banques et des assurances. En premier lieu, le régulateur envisage de supprimer les plafonds de capital dans les banques commerciales chinoises pour les banques chinoises et étrangères. La Chine supprimera également les exigences en capital (de 10Mds USD pour une succursale et de 20 Mds USD pour une banque).

L'exigence selon laquelle les principaux actionnaires chinois d'une banque sino-étrangère doivent être une institution financière sera également levée. En outre, les banques étrangères pourront exploiter directement leurs activités en RMB sans autorisation des régulateurs chinois.

Dans le même temps, le gouvernement chinois permettra aux institutions financières étrangères de devenir actionnaires des sociétés d'assurance étrangères en Chine. Les groupes d'assurance étrangers seront autorisés à établir des sociétés d'assurance en Chine. L'exigence de 30 années d'expérience et d'un capital d'au moins 200Mds USD pour permettre aux sociétés de courtage d'assurance étrangères d'exploiter leurs activités en Chine sera également supprimée.







Par ailleurs, la Chine assouplira les politiques d'accès des institutions financières chinoises et étrangères à la création de sociétés de crédit à la consommation. L'actif de 1Md USD requis pour que les institutions financières étrangères investissent dans des sociétés de fiducie chinoises sera également levé.

Pour mémoire, la CBIRC a publié 15 mesures d'ouverture concernant le secteur des banques et des assurances en avril 2018. La création d'une filiale en Chine par *Allianz*, la montée au capital de *HUATAI Insurance* par *ACE*, la création de succursales à Shanghai par *Arab Bank* et *BMCE Bank* ont été tous approuvées par le gouvernement chinois l'année dernière. Cependant, au sein du secteur des banques et des assurances, les entreprises locales (souvent des entreprises d'Etat) dominent encore avec une part de marché total supérieure à 90%. De plus, l'opacité et la longueur des processus de demande sont de nature à décourager les investisseurs étrangers.

Marché boursier : la performance financière générale des sociétés cotées sur le continent chinois en 2018

Fin avril, les 3602 entreprises cotées sur le continent chinois (*A-shares*) avaient toutes publié leurs performances financières pour 2018. En moyenne, les sociétés cotées sous forme d'actions A ont réalisé un chiffre d'affaires de 45,188Mds RMB, soit une augmentation de +11,5% par rapport à l'année précédente, et un bénéfice net de 3,36Mds RMB, alors en baisse de 1,9%. En 2018, le ROE (*Rate of Return on Common Stockholders' Equity*) des actions A s'est établi à 9,75%, soit une diminution de 1,1% par rapport à 2017. Dans le détail, la performance des sociétés cotées sur les deux bourses principales (Shanghai et Shenzhen) était nettement supérieure à celle des sociétés cotées sur la plateforme *ChiNext* (à Shenzhen) et la plateforme des PMEs (à Shenzhen).

Plateforme	Chiffre d'affaires (Mds RMB)	Croissance du CA	Résultat net (Mds RMB)	Croissance du résultat net
SSH et SSE	39346	10,9%	3141	3,0%
PMEs	4589	15,3%	194	-32,0%
ChiNext	1330	14,2%	29	-69,3%

Source: Wind

Par secteur, les chiffres d'affaires des secteurs de la *biotech* et de l'immobilier se sont accrus de +21,1% et +19,8% respectivement en 2018. En termes de bénéfice net, le secteur des télécommunications a connu la plus forte croissance, à +270%, tiré par la croissance des bénéfices de *China Unicom*. Les secteurs de l'électroménager et de l'énergie ont également enregistré une croissance de +55,5% et +35,9%. En revanche, les sociétés de l'internet (hautes technologies et médias) ont enregistré un recul de leur résultat net: software (-118,9%), médias (-110,2%) et semi-conducteur (-43,4%).

Retour au sommaire (ici)







ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Guerre commerciale : 10ème session de négociations sino-américaines à Pékin

Les négociations sino-américaines se sont poursuivies avec le déplacement, le 1er mai à Pékin, d'une délégation américaine conduite par le représentant au Commerce Robert Lightizer et le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin, qui ont rencontré pour la dixième fois depuis novembre 2018 l'équipe de négociateurs chinois menée par le vice-Premier ministre Liu He. Selon le service de presse de la Maison Blanche, les discussions, « productives », se sont focalisées sur des « problématiques structurelles très importantes » ainsi que sur le « rééquilibrage des relations commerciales sino-américaines ». Les deux parties ont confirmé, dans leurs communications respectives, qu'une onzième rencontre des négociateurs était prévue à partir du 8 mai à Washington. M. Mnuchin avait laissé entendre, en début de semaine dans une interview donnée à la chaîne Fox Business Network, que ces sessions de négociations pourraient être les dernières : "nous espérons que lors des deux prochains cycles - en Chine et à Washington DC - nous pourrons soit recommander au président de conclure un accord, soit préconiser le contraire" avait-il affirmé. Dans des propos rapportés par Reuters, le vice-président de la US Chamber of Commerce Myron Brilliant a dit espérer que les négociations aboutissent à des ouvertures de marché pour les entreprises américaines dans le secteur du cloud. Il a, en revanche, jugé improbable qu'un éventuel accord aboutisse à l'élimination de certaines pratiques chinoises en matière de subventions industrielles.

Lire la déclaration de la Maison Blanche

Lire la dépêche de l'agence Xinhua

Relations Chine-Canada: blocage de deux exportateurs de porc canadien

La ministre de l'Agriculture du Canada a annoncé, le 1^{er} mai, que deux exportateurs de porc canadien – l'un localisé dans l'Alberta, l'autre au Québec - s'étaient vu suspendre leur permis d'exportation vers la Chine par les autorités douanières chinoises, au nom de problèmes d'étiquetage. Cette décision intervient alors même que la Chine est confrontée à une sévère épidémie de peste porcine africaine (PPA), qui menace plus d'un tiers de son cheptel porcin – le plus grand du monde. Pour rappel, la Chine avait décidé, au mois de mars, de bloquer les exportations de deux sociétés canadiennes spécialisées dans le commerce de colza (voir brèves de la semaine du 4 mars 2019).

ALE : conclusion des négociations de modernisation de l'ALE Chine-Pakistan

Le 28 avril, la Chine et le Pakistan ont finalisé les négociations et ont signé un protocole destiné à mettre à jour l'accord bilatéral de libre-échange conclu en 2006. Ces négociations avaient été entamées en janvier 2011. Selon le ministère chinois du Commerce (MofCom), le protocole tout juste conclu met à jour certaines concernant les réductions tarifaires, les règles d'origine, les recours commerciaux, et les investissements. Il ajoute par ailleurs un nouveau chapitre sur la coopération douanière. Après l'entrée en vigueur de cet accord modifié, la part des produits dans le commerce bilatéral couverts par les réductions tarifaires augmentera graduellement de 35% à 75% sur une période de 10 ans, souligne le MofCom.







ALE: 5ème cycle de négociations Chine-Panama à Pékin

Le 5^{ème} cycle des négociations pour un ALE Chine-Panama a eu lieu à Pékin du 24 au 26 avril. Le lancement des négociations avait été annoncé en juin 2018, un an après la rupture de la relation diplomatique de Panama avec Taïwan, en faveur d'une relation diplomatique avec Pékin.

Retour au sommaire (<u>ici</u>)





CLIMAT DES AFFAIRES

Propriété intellectuelle : amendements à la loi contre la concurrence déloyale pour mieux protéger les secrets commerciaux

Le 23 avril 2019, le comité permanent de l'Assemblée Nationale Populaire a approuvé les amendements apportés à la Loi de lutte contre la concurrence déloyale (anti-unfair competition law). Les dernières modifications ont surtout porté sur le renforcement de la protection des secrets commerciaux, en élargissant le champ d'application de l'interdiction de la divulgation des secrets d'affaires à toutes les personnes physiques et morales. Les modifications portent aussi sur la lutte contre l'acquisition des secrets commerciaux par intrusion électronique; ainsi, « l'incitation », la « persuasion », ou « l'aide à autrui » visant à divulguer les secrets commerciaux du titulaire ont été ajoutés dans la définition de ce que constitue une « divulgation ». Cette loi modifiée alourdit aussi les sanctions pour les contrevenants, tout en allégeant la charge de la preuve pour les titulaires des secrets commerciaux. A noter que l'administration américaine, dans son rapport annuel sur la protection de la propriété intellectuelle dans les pays tiers « USTR Special 301 Report » (voir les brèves de la semaine de 22 avril 2019), avait souligné les lacunes du droit et de son application uniforme par les tribunaux chinois.

Retour au sommaire (ici)







INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Microélectronique: Super Micro demande à ses fournisseurs de ne plus produire en Chine

Comme révélé le 30 avril 2019 par la *Nikkei Asian Review*, Super Micro, troisième producteur mondial de serveurs après HP et Dell, a demandé à ses fournisseurs de relocaliser leur production hors de Chine continentale. Dans un long article paru le 4 octobre 2018, *Bloomberg Businessweek* avait révélé que les services de renseignement chinois auraient exploité la *supply chain* d'une trentaine de grands groupes américains dont Amazon, Apple ou encore Super Micro, afin d'insérer des puces électroniques au sein des serveurs. Ceux-ci étaient destinés à des centres de données ayant vocation à être utilisés pour certaines communications sensibles : communications avec les stations spatiales ; transmission de relevés de vols de drones à la CIA etc. À l'époque, Super Micro avait rejeté les allégations de *Bloomberg*. Certains clients américains (notamment ceux liés aux institutions gouvernementales) toutefois exigé de l'entreprise californienne qu'elle ne se fournisse plus en Chine, notamment en matière de cartes mères.

Dans un contexte marqué par des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine et une méfiance croissante à l'égard des risques de cybersécurité susceptibles d'être posés par la Chine, la supply chain des cartes mères est actuellement en cours de réorganisation : d'après le site taïwanais Digitimes, en 2017, 90% des cartes mères utilisées dans les serveurs vendus dans le monde étaient produites en Chine ; ce pourcentage serait retombé à moins de 50% dès 2018.

E-commerce : Taobao (Alibaba), DH Gate et Pinduoduo sur la liste noire du représentant spécial au commerce extérieur américain (USTR)

L'édition 2018 du <u>rapport</u> du représentant spécial au commerce extérieur américain (United States Trade Representative, USTR) sur les « marchés notoires » (*i.e.* réputés vendre des contrefaçons ou produits violant certains droits de propriété intellectuelle) intègre trois plateformes chinoises de commerce en ligne : Taobao (<u>l</u>eader chinois du C2C, groupe Alibaba), qui y figure pour la troisième année consécutive ; le site spécialisé dans le e-commerce transfrontalier DH Gate ; et Pinduoduo (côté au NASDAQ depuis juillet 2018), qui intègre la liste pour la première fois.

D'après le rapport de USTR, beaucoup de boutiques en ligne sur Pinduoduo et présentées comme « flagship » (boutiques opérées par le détenteur de la marque directement) seraient en réalité contrôlées par des tierces parties ; surtout, « des produits contrefaits ou piratés (...) continuent d'être largement disponibles ». Sur Taobao, les PME, « en particulier », « continuent à faire état de larges volumes de produits contrefaits et de problèmes lors du recours aux procédures de signalements et suppression » (« notice and take down »), selon USTR.

L'inscription sur la liste noire n'a pas de portée juridique et n'entraîne pas d'amende particulière.

En parallèle, le 29 avril, le groupe Alibaba a annoncé qu'il allait débourser 250 M USD pour mettre fin à différents recours collectif américains initiés en 2014. Le groupe de Hangzhou était accusé de fraude sur titre pour avoir dissimulé – en amont de son entrée en bourse - une réunion avec l'Administration de l'industrie et du commerce portant sur les contrefaçons vendues sur Taobao. Au lendemain de la révélation de cette réunion, le 28 janvier 2015, le cours de l'action du groupe avait chuté de plus de 10%.







Politiques publiques (VEN) : le MIIT travaille à un plan de développement à long terme pour l'industrie des véhicules à énergies nouvelles

À l'occasion d'une inspection dans la province méridionale du Guangdong, le vice-ministre du Ministère de l'industrie et des technologies d'information (MIIT), M. Xin Guobin, a affirmé que son ministère travaillait à la rédaction d'un plan de développement pour la filière des véhicules à énergie nouvelle, qui courra sur la période 2021-2035. Le plan devrait couvrir les champs suivants : (1) consolidation de l'industrie et édiction de normes de sécurité couvrant l'ensemble du cycle ; (2) réformes en vue de stimuler l'innovation dans les technologies clefs et dans les modèles d'affaires ; (3) développements des « talents » : formation des ressources humaines chinois et attraction des personnalités internationales hautement qualifiées.

Alors que la Chine est déjà le premier producteur mondial de batteries pour VEN, il est probable que le plan cherche à guider le développement de la filière hydrogène. La Chine ambitionne de voir plus d'un million de véhicules à piles à combustibles (*fuel cell vehicles*, FCV) en circulation d'ici 2030. Dans le Guangdong, le vice-ministre a visité les deux villes de Foshan et Yunfu, qui cherchent à développer les véhicules à hydrogène. Parmi les entreprises visitées : Sinosynergy (hydrogène) ; Foshan Feichi (bus électriques, hydrogène etc.) ; CEMT (piles à combustible à plaques d'électrode) ; Re-Fire (système de piles à combustibles, hydrogène).

Plusieurs acteurs étrangers se positionnent dans ce secteur. Ainsi : le 21 avril, Toyota a annoncé un partenariat avec BAIC et SinoHytec dans le secteur des bus à hydrogène. Le 25 avril, Air Liquide a annoncé la création d'une co-entreprise avec Chengdu Huaqi Houpu afin de développer les infrastructures de distribution d'hydrogène dans le pays.

Retour au sommaire (ici)







DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : ouverture de l'Exposition horticole internationale 2019 de Pékin le 28 avril.

Le Président chinois M. XI Jinping a ouvert l'Exposition horticole internationale 2019 de Pékin le 28 avril. L'Exposition de Pékin, dont le thème général est « Vivre vert, vivre mieux », va se tenir du 29 avril au 7 octobre 2019 dans le district de Yanqing au Nord-Ouest de Pékin.

Dans son discours d'ouverture, le Président XI a synthétisé la protection de l'environnement en cinq points : (i) harmonie entre l'homme et la nature ; (ii) prospérité basée sur le développement durable ; (iii) modes de vie plus respectueux de la nature ; (iv) gestion rationnelle de l'écologie et (v) efforts collectifs pour répondre aux défis environnementaux mondiaux.

La présente Exposition horticole internationale de Pékin va réunir plus de 110 pays et organisations internationales. Pour mémoire, la dernière exposition horticole de ce niveau organisée par la Chine s'était tenue en 1999 à Kunming.

Développement durable : plan interministériel pour la réduction drastique des émissions polluantes de l'industrie sidérurgique.

Le 28 avril, le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT), le Ministère des finances et le Ministère des transports ont publié conjointement un plan pour la réduction drastique des émissions polluantes de l'ensemble du secteur de l'industrie sidérurgique.

Ce plan fixe pour objectifs (i) la réduction massive des émissions de polluants principaux (particules, dioxyde de soufre et oxydes d'azote) pour 60% des installations sidérurgiques à l'horizon 2020 puis (ii) pour 80% des installations d'ici 2025. A cette date, la quasi-totalité des usines sidérurgiques de la zone d'intégration dite « Jing-Jin-Ji » autour de Pékin, de la région du delta du Yantsé autour de Shanghai et du bassin de la Wei (région de Xi'an) devraient être à très basses émissions polluantes.

Energie : la part des énergies non fossiles dans la production d'électricité a augmenté de 1,5% en glissement annuel au premier trimestre 2019.

Un communiqué de presse annonce que, selon les statistiques publiées par le Bureau national des statistiques, la proportion des énergies non fossiles dans la production d'électricité en Chine a progressé de 1,5% en glissement annuel au premier trimestre 2019.

Ce communiqué rappelle également que la part des énergies non fossiles dans la production d'électricité devrait passer de 22% en 2018 à 25% en 2020. Enfin il mentionne le problème fondamental des énergies renouvelables en Chine, à savoir l'éloignement entre les zones de fortes consommations d'électricité sur la façade maritime orientale et les champs d'énergies renouvelables au Nord et à l'Ouest du pays conjugué à la relative faiblesse des interconnexions électriques entre provinces.

Retour au sommaire (<u>ici</u>)







HONG KONG et MACAO

Economie : la croissance hongkongaise accuse un ralentissement marqué, avec une croissance du PIB de +0,5% au T1-2019 (en g.a), après +1,2% au T4 2018, soit la croissance trimestrielle la plus faible en 10 ans

Dans le détail, on relève un fort ralentissement de la consommation privée, à +0,1% en glissement annuel, contre +2,7% au T4-2018. Les dépenses publiques ont augmenté de +4,5% (après +4,9% au T4-2018). L'investissement privé a connu une forte chute (-7% contre +1,1% au trimestre précédent). Les importations de biens et services accusent un repli de -4,6% et -1% respectivement, en lien avec la faiblesse de la demande intérieure. Les exportations de biens ont connu une chute de -4,2% en g.a., alors que les exportations de services (+1,4%) affichent une croissance plus modérée qu'au trimestre précédent (+3,3%). Le porte-parole du gouvernement a attribué la faiblesse de la croissance à une chute de la demande extérieure, dans un contexte de ralentissement du commerce régional en lien avec les tensions sino-américaines mais a souligné que cette faible performance était néanmoins pour partie attribuable à des effets de base, avec une forte croissance du PIB au T1-2018 (+4,8%).

Aviation : Air Macau élargit sa flotte avec l'arrivée de son 21ème avion, un Airbus A320neo

Samedi 27 avril, Air Macau a présenté son premier avion de la commande de 8 moyen-courriers en leasing (A320neo et A321neo) à l'aéroport international de Macao. Bénéficiant d'une capacité de 158 places avec 2 classes (Economy et Business), ils desserviront les destinations régionales ; la compagnie propose des vols notamment vers Tokyo, Beijing ou Bangkok. Ces nouveaux avions, plus économes en termes de consommation, complèteront la flotte de 20 Airbus que possède Air Macau (A319ceo, A320ceo et A321ceo). Pour rappel, Air Macau est détenue à 66,9% par Air China. A noter également que l'ENAC assure de son côté un programme de formation initiale des Pilotes Cadets d'Air Macau.







TAIWAN

Croissance : faible progression du PIB taiwanais, d'après les estimations préliminaires

En données cvs, le PIB taiwanais a crû de 2% au T1 par rapport au trimestre précédent. En rythme annuel, la croissance du PIB s'est élevée à 1,7% contre 1,8% au T4 2018.

On notera que les estimations préliminaires pour le T1 apparaissent mieux orientées que ne le reflétaient les indicateurs publiés sur la période et marqués par une forte contraction de la production industrielle (-4,6%), des exportations (-4,2%) et dans une moindre mesure des ventes de détail (-0,3%).

Sur les mois à venir, plusieurs éléments devraient inciter à la prudence, tels que la fragilité de la reprise en Chine continentale, les perspectives d'un maintien au moins partiel des droits de douane américains sur les exportations chinoises et l'atonie du secteur technologique. Enfin les incertitudes quant à l'issue des élections présidentielles taiwanaises, prévues au début de 2020, devraient peser sur l'incitation à investir, même si quarante entreprises taiwanaises ayant des activités à l'étranger se seraient engagées, d'après le ministère de l'Economie, à investir 205 Mds TWD (USD 7 Mds) au cours des quatre premiers mois de l'année.

La Banque centrale de Taiwan avait révisé en mars 2019 ses prévisions de 2,3% à 2,1% pour 2019. Il est très probable que la DGBAS [Direction Générale du Budget, de la Comptabilité et des Statistiques] devra suivre, ses prévisions (qui ont été élaborées fin 2018) tablant actuellement sur une hausse de 2,3% pour 2019.

Retour au sommaire (<u>ici</u>)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à pekin[at]dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE **Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse: N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique,

district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Zilan Huang, Furui Ren, Camille Bortolini, Pierre Martin, Lianyi Xu, Rodolphe Girault

Revu par : Estelle Jacques, Jean-Philippe Dufour, David Karmouni, Valérie Liang-Champrenault

Responsable de publication : Philippe Bouyoux



